

Ecrit par le 6 février 2026

Monteux confirme ses 3 fleurs, symbole d'un cadre de vie agréable et durable



La commune de [Monteux](#) vient d'obtenir le maintien de ses trois fleurs au prestigieux label national [Villes et Villages Fleuris](#). Une reconnaissance qui vient saluer une politique globale d'aménagement urbain, de transition écologique et d'amélioration durable du cadre de vie, engagée depuis plusieurs années par [Christian Gros](#), le maire et le Conseil municipal.

Attribué à l'issue d'une évaluation indépendante et exigeante, le label Villes et Villages Fleuris distingue les collectivités capables de penser le cadre de vie dans sa globalité. À Monteux, le maintien des trois fleurs vient confirmer la cohérence d'une stratégie municipale où le végétal est pleinement intégré aux projets urbains, aux voiries comme aux espaces publics.

Qualité paysagère

L'approche retenue privilégie une qualité paysagère lisible, adaptée au contexte local et au climat méditerranéen. Arbres d'ombrage, plantations raisonnées et continuité végétale participent à structurer l'espace public, tout en améliorant le confort quotidien des habitants.

Ecrit par le 6 février 2026

Sobriété des ressources et transition écologique assumée

La distinction repose également sur la gestion responsable des ressources, devenue un critère central du label au niveau national. À Monteux, cette orientation se traduit par l'optimisation de l'arrosage par le goutte-à-goutte, des choix d'essences peu consommatoires en eau, la réduction progressive des surfaces engazonnées et la suppression totale des produits phytosanitaires.

Valorisation des déchets verts

La valorisation des déchets verts par le broyage et le compostage, les efforts en matière d'économies d'énergie et l'amélioration de la performance de l'éclairage public s'inscrivent dans cette même logique. Le maintien des trois fleurs met également en lumière l'engagement de la commune en faveur de la nature en ville et de la biodiversité. Ainsi, Monteux déploie un programme structuré de plantations d'arbres visant à renforcer les trames végétales et à lutter contre les îlots de chaleur, enjeu majeur en milieu urbain.

Les écoles aussi

La renaturation progressive des cours d'écoles illustre cette ambition : sols désimperméabilisés, espaces ombragés et végétalisés contribuent à améliorer le confort thermique des enfants tout en offrant des lieux plus apaisés et pédagogiques. Champs fleuris, tonte différenciée et valorisation du site naturel des Confines complètent ce maillage écologique.

Une démarche collective et pédagogique

Services municipaux, acteurs locaux, établissements scolaires et habitants sont associés à la mise en œuvre et à la pérennité des actions engagées. Sensibilisation aux bonnes pratiques, projets éducatifs autour du végétal et implication des jeunes générations participent à ancrer durablement cette culture du cadre de vie.

Mireille Hurlin

Christian Gros à Monteux : « J'ai fait le taf ! ».

Ecrit par le 6 février 2026



Changement d'ère à Monteux : Christian Gros passe la main comme tête de liste à la mairie mais ne restera pas inerte en 2026.

Il l'avait annoncé en février : « Je ne briguerai pas de 7e mandat aux municipales ». Mais à trois mois du scrutin, en décembre dernier, il précise : « Je serai présent sur la liste 'Avançons ensemble pour Monteux' que mène ma première adjointe, Carine Blanc. Elle est candidate, bien sûr je l'accompagnerai, je la soutiendrai et je continuerai à agir au sein de l'Interco, la Communauté de Communes des Sorgues du Comtat ».

« Carine Blanc est la mieux placée pour poursuivre ce que j'ai entrepris depuis près de 40 ans. »

Christian Gros, maire de Monteux

Elu en 1983 dans l'opposition, maire depuis 1989, Christian Gros ne bat pas en retraite. Cet infatigable maire-bâtisseur ne rentre pas à la maison. « Carine Blanc est la mieux placée pour poursuivre ce que j'ai entrepris depuis près de 40 ans. Elle a une expérience, un savoir-faire, une vision, elle est légitime. En

Ecrit par le 6 février 2026

plus, c'est une femme, elle a du talent, elle incarne le renouveau et elle rajeunira l'équipe municipale » commente cet octogénaire qui garde bon pied, bon œil et mèche rebelle.



Christian Gros entend apporter tout son soutien à la candidature de Carine Blanc, son actuelle première adjointe, lors des prochaines élections municipales de mars prochain. Crédit : DR

Très tôt, ce professeur de mathématiques a compris que Monteux était une commune pauvre, une belle endormie bucolique, où il était nécessaire de créer de la richesse par le développement économique. Dès son premier mandat de maire (1989-94), marqué par des inondations dramatiques en 92, il construit la salle des fêtes du Château d'Eau sur l'emprise de l'ancienne usine de pyrotechnie Ruggieri, conforte la zone de la Tapy en installant l'usine Charles Faraud (devenue depuis [Charles et Alice](#)) et crée la zone des Escampades. D'autres sites industriels se sont implantés au fil des ans comme la conserverie Louis Martin et Ducros-Mc Cormick France.

« Le soleil de Provence ne suffit pas comme atout d'attractivité. »

Ecrit par le 6 février 2026

Entre 1995 et 2001, il se lance dans l'acquisition foncière de 108 hectares pour le projet le plus emblématique de sa carrière, 'Beaulieu' pour y implanter des activités non délocalisables adossées à un pôle touristique structuré (lac, plage, hôtels, restaurants, logements, parking). Déjà, il savait que « Le soleil de Provence ne suffit pas comme atout d'attractivité ».

Entre Avignon et le Mont Ventoux, ce site attire aujourd'hui à lui seul un million de visiteurs par an. Autre axe de mise en valeur de Monteux : les petites rues moyenâgeuses du centre historique où il a élaboré un 'Tour de Ville' pour installer des artisans, des commerces de proximité et attirer des clients toute l'année. « Pour lutter contre les marchands de sommeil, nous avons préempté des logements vétustes, nous les avons rénovés et créé un patrimoine immobilier agréable à vivre pour les Montiliens ». Autre aménagement, la ZAC des Escampades 2. En tout, en 10 ans, un millier d'emplois ont émergé.

[La Maison des agriculteurs est officiellement inaugurée](#)

Comme il le disait en février dernier « J'ai fait le taf ! ». Sur la zone Beaulieu, ont été implantés deux parcs d'attraction, Spirou et Splashworld (devenu depuis Wave Island et repris par Spirou l'an dernier). Pas loin, la zone commerciale Horizon sur 12 000m², avec un supermarché, un centre de bricolage et depuis quelques jours l'ouverture de 'La Maison des Agriculteurs', 4 000 références de produits frais et de qualité, fruits, légumes, miels, viandes, confitures, vins, fromages, nougats et 70% sont reversés aux paysans locaux.

Cette expansion a bien sûr été favorisée par la réouverture de la ligne SNCF Avignon- Carpentras en 2015 qui a dynamisé Monteux et le bassin de vie de la Communauté des Sorgues du Comtat (Althen-des-Paluds, Bédarrides, Pernes-les-Fontaines, Sorgues et Monteux) que préside Christian Gros. Un 'Plan Lumière' a remplacé les ampoules électriques par 9 000 LED, plus économies en électricité, le photovoltaïque continue à se développer, 8 hectares supplémentaires sont en cours d'installation autour de Beaulieu. « Même si le Covid a ralenti le rythme, nous continuons à phosphorer, à avoir des idées pour créer des emplois, de la richesse et améliorer la vie de chacun », poursuit l'élu.

Bientôt un 3^e parc d'attraction ?

A l'issue des Municipales des 15 et 22 mars, les communautés de communes vont être composées de nouveaux élus et d'anciens, réélus. Christian Gros espère être toujours là pour mettre en œuvre des projets à l'agglo. Dans les cartons, pour Beaulieu, un 3^e parc de loisirs couvert de 15 000m² sur un terrain total de 3 hectares, avec karts électriques et paint-ball dont le permis de construire est déposé. Le CFA (Centre de formation pour adultes) Florentin Mouret est à l'étroit à Avignon, il doit déménager à Monteux où deux hectares ont été préemptés par la Fédération du BTP pour accueillir encore plus d'apprentis du bâtiment et des travaux publics.

Ecrit par le 6 février 2026



Christian Gros avec le préfet de Vaucluse sur le chantier de Naruto au parc Spirou. Crédit : DR

Autre nouveauté pour 2026, sur le site de Spirou pour les 7-14 ans : [un univers dédié au manga japonais 'Naruto'](#). « Ce sera un parc unique en Europe », ajoute Christian Gros. « Cette BD est vendue à 30 millions d'exemplaires en France. Donc, les fans et leurs parents seront nombreux à vouloir venir passer le week-end chez nous, où tout est prévu avec une hôtellerie étoilée mais aussi des forfaits tout compris accessibles. »

« Quand on fait ce qu'on aime, on n'a pas l'impression de travailler. »

Mobilité et déchets : les enjeux de demain

Côté Sorgues du Comtat, un projet ambitieux le SERM (Service express régional métropolitain), « Une étoile ferroviaire dédiée aux mobilités, avec des bus et des TER coordonnés et plus fréquents tous les quarts d'heure entre Avignon, Orange, Bollène, Bédarrides, Sorgues, Carpentras et nous. Une étude des déplacements va être menée pour bien connaître les besoins des habitants et adapter ce réseau intermodal. »

Autre préoccupation, dans cette interco de 50 000 habitants, les déchets. L'usine d'incinération

Ecrit par le 6 février 2026

Novergie-Sidomra vieillit. Même si des travaux sont régulièrement réalisés pour la maintenir aux normes, il va falloir, dans les années qui viennent trouver une autre solution, en élargissant le périmètre et investir dans un outil nouveau qui fera face à une demande croissante.

Voilà à grands traits, le bilan et les projets d'une vie dédiée aux autres, à l'intérêt général. Et quand on demande à Christian Gros de quoi il est le plus fier, il répond « Je n'utiliserai pas ce mot. Quand on fait ce qu'on aime, on n'a pas l'impression de travailler. C'est du plaisir, de la passion ! »

Elu depuis 1989, Christian Gros ne se représentera pas à la mairie de Monteux



Après 7 mandats, dont un dans l'opposition, [Christian Gros](#), maire de Monteux et président de l'agglomération des Sorgues du Comtat, vient d'annoncer qu'il ne briguera pas un nouveau

Ecrit par le 6 février 2026

mandat.

Après [la maire d'Avignon Cécile Helle](#) il y a quelques jours, c'est un autre poids lourd de la gauche vauclusienne qui vient d'annoncer qu'il ne serait candidat à sa propre succession à la tête de la mairie de Monteux. A plus de 80 ans, Christian Gros qui a été élu pour la première fois en 1989 (ndlr : il a réalisé 6 mandats de maire et 1 dans l'opposition municipale), vient de confirmer l'information lors d'une conférence de presse consacrée aux grands enjeux de l'agglomération pour 2025.

« J'ai fait mon temps. »

Christian Gros, maire de Monteux

« Je vais finir mon 7e mandat. J'ai fait mon temps, explique-t-il. Cela veut dire que je ne serais pas candidat à ma propre succession. Ce n'est pas un scoop, c'est dans l'ordre naturel des choses. Il y a un moment où il faut savoir passer la main. »

Qui pour reprendre la relève ?

Quand on lui pose question de son éventuel successeur, Christian Gros annonce que « pour l'instant, je n'ai pas de dauphin. Je crois qu'il faut laisser faire les choses car je pense que ce n'est pas nécessairement rendre service que de 'sacrifier' quelqu'un. C'est à notre équipe municipale (ndlr : qu'il a informé en amont de cette décision) de désigner son ou sa successeur. »

Le maire sortant précise également qu'il ne figurera pas sur une quelconque liste, y compris en position inéligible.

« Nous avons décidé de créer de la richesse. C'est ce que nous avons fait avec Beaulieu. »

Ecrit par le 6 février 2026



La zone de Beaulieu. DR : Sorgues du Comtat

A l'heure du bilan Christian Gros estime qu'il « a fait le 'taf' » et que ce qui l'a le plus 'éclaté' c'est le développement de [la zone de Beaulieu](#).

« J'ai été élu en 1989 en tant que maire. J'ai été élu sur un programme de développement économique et de mutation économique. Monteux était une ville pauvre habitée par des gens pauvres. En clair, nous n'avions pas un rond. Donc, on a décidé de créer de la richesse. C'est ce que nous avons fait avec l'aménagement du quartier de Beaulieu. A l'époque, nous nous sommes dits que les aménageurs ou les lotisseurs étaient capables de faire 'leur beurre' en faisant des aménagements. Pourquoi pas nous, une collectivité ? Mais au lieu de nous en mettre plein les poches, nous avons fait du paysage. On a acheté 108 hectares où seulement un tiers de la surface est urbanisé. Le reste c'est le lac, la voirie etc. Aucun lotisseur n'aurait 'gaspillé' autant de terre. »

Aujourd'hui, la zone Beaulieu abrite deux parcs d'attractions (Ndlr : [Spirou et Wave island](#)), de nombreuses entreprises ou bien encore [Horizon Provence](#), une nouvelle zone commerciale de près de 12 000 m². De quoi permettre à Monteux, où son intercommunalité, d'afficher l'un des dynamismes économiques les plus fort du département et l'un des développements démographiques parmi les plus importants de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

« Pour cela, nous nous sommes rendus maître du foncier même si nous n'avions pas une idée précise de ce que nous voulions faire, reconnaît Christian Gros. Si nous n'avions pas eu la maîtrise du foncier, tout cela nous n'aurions pas pu le faire. »

« Je ne vis pas ma vie dans le rétroviseur. »

Dans tous les cas, ce n'est pas les difficultés dont se plaignent actuellement une très grande majorité de

Ecrit par le 6 février 2026

ses homologues élus (contraintes financières ou budgétaires) qui l'ont poussé à passer le relais.
 « Je ne vis pas ma vie dans le rétroviseur et les difficultés cela a tendance à me motiver. Les défis permettent d'avancer mais les projets ce n'est jamais fini. Il faut donc savoir passer à autre chose sinon on ne s'arrête jamais. Au final, je pense laisser un bel outil avec des projets en cours qui sont bien avancés. Et pour ma part, ce dont je suis sûr, c'est que je ne m'ennuierai pas. »

Les Sorgues du Comtat s'engagent pour l'emploi local



Au cours du mois de décembre, [**Christian Gros**](#), président de la communauté d'agglomération [**Les Sorgues du Comtat**](#), a été élu coprésident du Comité local pour l'Emploi du Comtat

Ecrit par le 6 février 2026

Venaissin et Nord Vaucluse. Une reconnaissance qui vient renforcer l'engagement du territoire dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des entreprises.

Installé sous la présidence du Sous-Préfet de Carpentras, le Comité local pour l'Emploi du Comtat Venaissin et Nord Vaucluse réunit tous les acteurs clés de l'emploi et de l'économie locale. En devenant coprésident de ce comité, Christian Gros réaffirme la position des Sorgues du Comtat concernant l'emploi local.

Véritable lieu de réflexion et d'action, ce comité a pour mission de coordonner tous les efforts pour relever les défis d'insertion et de recrutement sur le bassin d'emploi. « Crée des emplois, c'est offrir des solutions concrètes aux familles tout en renforçant l'attractivité et la vitalité économique de notre territoire », affirme le président de l'Agglomération.

Sur le bassin d'emploi Comtat Venaissin et Nord Vaucluse, les emplois saisonniers, particulièrement dans l'agriculture et le tourisme, demandent des dispositifs adaptés, la mobilité est indispensable pour permettre aux habitants d'accéder aux opportunités professionnelles, et l'emploi des plus de 50 ans nécessite un accompagnement spécifique pour favoriser leur retour ou leur maintien sur le marché du travail.

Ainsi, dès le 1er trimestre 2025, une liste d'actions concrètes devrait émerger, mobilisant l'État via le Sous-Préfet de Carpentras, les Agglomérations Les Sorgues du Comtat, la CoVe et Ventoux Sud, France Travail, Cap Emploi et la Mission Locale, le Département de Vaucluse et la Région Sud, ainsi l'Association des Maires de Vaucluse. L'[ouverture du nouveau Super U](#) dans la zone commerciale Horizon Provence montre déjà le fruit d'une collaboration entre Les Sorgues du Comtat et France Travail qui ont mis en place un processus de recrutement et de formation des futurs salariés. Cette nouvelle zone commerciale devrait permettre la création de plusieurs centaines d'emploi en 2025.

Salon des maires de Vaucluse : « Après les gilets jaunes, les écharpes tricolores ? »

Ecrit par le 6 février 2026



Alors que l'assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse (AMV), et le salon des collectivités qui l'accompagne ont accueilli un millier de visiteurs, l'absence de Thierry Suquet, préfet de Vaucluse convoqué à Paris par Bruno Retailleau avec l'ensemble de ses homologues de l'Hexagone pour une réunion avec le ministre de l'Intérieur, a été particulièrement mal perçue par les maires.

Beaucoup d'élus locaux et peu d'Etat, beaucoup de questions et peu de réponses, beaucoup de colère et peu d'écoute... tels pourraient être les maître-mots de la vision qu'ont nos maires de leur rapport avec un Etat 'parisien' qu'ils considèrent de plus en plus éloigné des territoires.

C'est Cécile Helle, maire d'Avignon qui a pris la parole pour accueillir tous les maires de Vaucluse pour [cette première de l'AMV \(Association des maires de Vaucluse\) au parc des expositions](#).

« D'habitude, nous nous réunissions à Monteux. C'est nouveau de nous retrouver à Châteaublanc, à quelques jours du Congrès des Maires à Paris. Cette année le thème est 'Les communes, heureusement!'. C'est une forme de reconnaissance pour la République décentralisée que sont nos villes et villages. Dans ces périodes d'incertitude, de crise, c'est une évidence pour les citoyens, une proximité. Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. Elles sont le premier des services publics, parfois le seul. Ce sont elles qui maintiennent les écoles, les équipements socio-culturels, le mouvement

Ecrit par le 6 février 2026

sportif, on l'a bien vu pour le passage de la flamme Olympique dans le Vaucluse le 19 juin. Elles sont un amortisseur social après la crise sanitaire, l'inflation, la flambée des prix de l'énergie, les citoyens se tournent vers les maires, c'est l'échelon le plus proche de leur protection, du renforcement du lien, du vivre ensemble. »



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. »

Cécile Helle, maire d'Avignon

Ecrit par le 6 février 2026

« On voit bien dans nos territoires que le changement climatique est une réalité, il frappe le monde agricole qui est un des piliers essentiels de l'économie du territoire. Nous avons aussi vu ces derniers jours chez nos voisins espagnols de Valence à quel point la Méditerranée est vulnérable », ajoute Cécile Helle, qui par ailleurs est géographe de formation.

« S'il n'y a pas de respect, de confiance, de soutien de la part de l'Etat, on verra, dans 5 ans, 10 ans, 20 ans à quel point la République sera fragilisée. Or là, nous n'avons aucune visibilité sur les budgets. Quel impact sur nos investissements, notre fonctionnement avec des ponctions de l'Etat de 5M€ sur les collectivités locales? Nous ne pouvons pas travailler sereinement quand on doit éponger le déficit de l'Etat dont nous ne sommes pas responsables. Nous ressentons un sentiment d'injustice alors que tous nos budgets, eux, sont en équilibre à l'euro près. »

Elle poursuit sa diatribe : « Pour Avignon, cela représente 3,6M€ sur les 150M€ de notre budget de fonctionnement. Que faire? Refermer la Médiathèque Renaud-Barrault de la Rocade que nous venons de rouvrir après l'avoir rénovée à grands frais, virer les 18 agents municipaux qui y travaillent avec les conséquences sur l'emploi et sur leurs familles que cela implique? Nous avions baissé le tarif des cantines scolaires, devons-nous y revenir? Tout ce que je demande c'est le respect et le soutien de l'Etat ».

« Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. »

Max Raspail, maire de Blauvac

Après Cécile Helle, c'est un autre maire qui prend la parole, celui de Monteux, Christian Gros, qui d'habitude accueillait jusqu'alors l'assemblée générale des maires de Vaucluse chez lui, au Château d'eau. En l'absence de Max Raspail souffrant, maire de Blauvac et conseiller départemental, il a lu sa lettre : « Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. On demande un peu de respect, sinon on va aller à la pêche ou jouer à la pétanque. Le découragement frappe un maire sur deux. 450 d'entre eux démissionnent chaque année, sans parler des adjoints ou des élus municipaux et 55% des sortants ne comptent pas se représenter en 2026, lors des municipales, c'est dire si le mal et la morosité ambiante sont profonds. Est-ce que l'enjeu en vaut la chandelle ? »

« A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée. »

Christian Gros, maire de Monteux

Christian Gros l'a ensuite martelé, comme chaque année : « A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée, nous portons notre mandat à bout de bras sans compter nos heures, avec passion et détermination. Que l'Etat protège ses élus locaux. Agressions physiques et morales, menaces, diffamation, harcèlement, pressions, il faut aller plus loin dans les sanctions ».

Ecrit par le 6 février 2026

Il évoque ensuite le manque total de visibilité : « Gérer, c'est prévoir. Or aujourd'hui on est en plein brouillard avec les contraintes que nous impose l'Etat. Entre les coups de rabot, le grignotage de la TVA, la baisse des DMTO, la diminution des commandes dans le BTP, les plans sociaux qui vont se succéder avec leur cortège de licenciements, l'angoisse grimpe. La conjoncture géo-politique inquiète. Le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau parle d'extension de pouvoirs vers les polices municipales, c'est encore un transfert de charges supplémentaires pour nous. »



Christian Gros lors de la minute de silence en hommage aux élus disparus dont Marie-Josée Roig maire d'Avignon pendant 3 mandats, conseillère régionale, présidente du Grand Avignon, députée et ministre de Jacques Chirac. ©AB/l'Echo du Mardi

Christian Gros continue : « Le mieux comme le pire ne sont pas exclus. Bien sûr on sait gérer, on va le faire mais on va jouer sur la prudence, reporter des projets. N'étranglez pas nos communes. Certes il est normal de participer au redressement des finances de la France, mais qu'on arrête de nous tenir pour responsables de son déficit abyssal. On ne doit pas être la vache à lait de tous ». Il conclut quand même sur une note plus douce : « Etre maire, c'est le plus beau de tous les mandats,

Ecrit par le 6 février 2026

mais c'est tout sauf un long fleuve tranquille. C'est une aventure humaine d'une grande richesse avec nombre de contradictions, mais nous avons tous la passion du service public chevillée au corps ».

« La colère gronde dans les campagnes. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue

C'est ensuite au président de l'association représentant 149 des 151 maires de Vaucluse (Orange et Le Pontet ne sont pas adhérents) de s'exprimer. Pierre Gonzalvez qui a salué son ex-complice à la tête de la présidence bicéphale avec Jean-François Lovisolo. « 2024 est une année particulière aussi bien pour le climat international que pour l'ambiance anxiogène. Et la France est une société qui clive au moment où la modération a du mal à se faire entendre. Que feront les maires en 2026, certains vont baisser les bras, ne pas se représenter, mais tous les autres ont une foi indéfectible dans leur mission au service des autres. »

Il continue : « Nous devons faire des économies, mais pour certains il faut que rien ne change côté dotations, subventions. On nous a parlé de simplification administrative, mais nous nageons entre PLU, ZAN, SCOT, SRADDET. Que des sigles et acronymes qui s'ajoutent les uns aux autres dans un jargon insupportable. Comment ré-industrialiser sans terre disponible, comment construire des logements sociaux, des crèches, des écoles sans foncier disponible ? C'est une aberration totale : on paie chaque année des pénalités sans fin parce qu'on n'a pas la place d'édifier assez de HLM. Ou alors, certains aménageurs sans vergogne, rasent une maison au milieu d'un pré et construisent un immeuble qui bouche la vue des voisins qui se lancent dans une bataille juridique ».

Le maire de l'Isle-sur-la Sorgue évoque ensuite les problèmes de paysans qui cultivent lavande, cerise, ou vigne. « La colère gronde dans les campagnes. Ils n'ont pas été entendus depuis le Salon de l'Agriculture en mars dernier, ils vont repartir en tracteur vers les ronds-points et les préfectures. »

Ecrit par le 6 février 2026



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. »

Pierre Gonzalvez

Autre souci auquel sont confrontés les maires : les déserts médicaux. « Les nouveaux arrivants, dans nos communes, ne comprennent pas qu'ils n'aient pas un médecin traitant, c'est encore à nous de prendre le problème à bras le corps avec des Maisons de Santé que certains salariant, comme le fait la présidente du Conseil départemental à Avignon, Apt, Cadenet et bientôt à Sorgues ».

La liste des soucis des maires, continue avec la sécurité : « Le maire n'est pas l'alpha et l'oméga de la sécurité. Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. Certes, nous pouvons agir quand le trafic de drogue se diffuse chez nous à travers de pseudo-épiceries ouvertes toute la nuit qui provoquent embouteillages, bruits intempestifs et nuisances en tous genres pour ceux qui doivent se lever tôt le matin pour aller au travail. Mais on nous prend pour des empêcheurs de 'dealer en rond' et souvent des menaces sont proférées vers les policiers ».

Ecrit par le 6 février 2026

Le Département hausse le ton

Place à la présidente du Département de Vaucluse, Dominique Santoni. Elle avait déjà poussé un coup de gueule tonitruant lors de [la dernière séance plénière de l'exécutif](#) en disant que « Macron a cramé la caisse ». Cette fois, elle a martelé avec vigueur : « Paris ça suffit ! Nous nous efforçons de tenir la barre et de garder le cap. Depuis notre dernière AG, la dissolution n'a vraiment pas arrangé la situation. Et cela au moment même où les déficits de l'Etat ont explosé. Nous en avons assez d'un Etat central qui demande toujours plus aux collectivités locales en leur laissant toujours moins de moyens. Sans concertation et en ne s'appliquant pas à lui-même ce qu'il exige des autres. C'est une situation difficilement supportable et la liste est longue. Diminution de moitié de la DGF (Dotation globale de fonctionnement), perte partielle pour les communes et totale pour les départements de l'autonomie fiscale, transferts de compétences et de charges sans compensation financière, multiplication des normes et contraintes. Et voici, comme je l'ai déjà dit que l'Etat se retourne vers les collectivités locales pour renflouer ses caisses et son déficit. »

[Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches](#)

Dominique Santoni continue : « Les départements sont les collectivités locales les plus ponctionnées dans ce projet de loi de finance, 2,2 milliards €, soit 44% de l'effort pour ses dépassements. Mes collègues présidents de conseils départementaux sont remontés et en colère comme jamais. Certains ont plein d'idées pour renflouer les caisses de l'Etat, comme vendre les préfectures ou les tribunaux, propriétés de nos départements. Je vous rassure, madame la secrétaire générale (Sabine Roussely qui représentait le préfet convoqué au ministère de l'Intérieur ce jeudi), nous n'en sommes pas là dans le Vaucluse... Pas encore. »

La Présidente, exprime une fois de plus son attachement aux maires « J'ai été maire comme vous. Je sais combien les exigences et impatiences des citoyens sont de plus en plus fortes, les contraintes et pesanteurs de plus en plus lourdes, les pressions et menaces se multiplient et je vous exprime toute ma reconnaissance et ma gratitude et je reste à vos côtés comme partenaire au quotidien, vous pouvez compter sur ma présence. »

Message reçu à Matignon ?

Venu quelques jours plus tard assister à Angers aux assises des départements de France, Michel Barnier, le Premier ministre a promis de réduire significativement l'effort demandé aux conseils départementaux. Il a ainsi proposé « de réduire le taux de prélèvement prévu au titre du fonds de réserve », de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO à hauteur de 0,5 points sur 3 ans ainsi que de renoncer -à minima- au caractère rétroactif de la baisse du taux de fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). L'hôte de Matignon propose aussi d'étaler sur 4 ans, au lieu de 3, la hausse de cotisations des employeurs territoriaux à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et de rehausser les concours qui sont versés aux départements par la CNSA (Caisse

Ecrit par le 6 février 2026

nationale de solidarité pour l'autonomie).

Le département sort le chéquier pour les communes

Elle a évoqué 'Vaucluse Ingénierie' devenue agence technique du département. « 139 communes ont été accompagnées pour leurs projets. Dans le même esprit, nous proposons une enveloppe de 7M€ pour Vaucluse territoires de demain (2023-2026) et de 28,5M€ pour le contrat Vaucluse Ambition (2023-2025). »

Elle revient sur les efforts à faire pour réduire les investissements : « Il faudra trouver au minimum 15M€ mais je ne sais pas encore comment je vais boucler le budget. J'ai écrit au Premier ministre pour lui demander que le Vaucluse, au même titre que le Gard, l'Aude et l'Hérault soit exempté d'un prélèvement de 2% sur ses recettes mais je n'ai pas de réponse. Quoi qu'il arrive, je compte sanctuariser l'agriculture, l'aide aux communes, recruter des médecins généralistes, conduire nos grands chantiers (déviation d'Orange, Carrefour de Bonpas), valoriser les véloroutes. Et je le répète : le fonctionnement centralisé de notre pays où tout se décide à Paris, ça ne marche plus, il est à bout de souffle. Il est temps d'en changer, de bouger les choses. »

« Paris, ça suffit !

Il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse

La présidente de l'exécutif vauclusien réclame alors plus de décentralisation. « Nous voyons bien qu'il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. Nous l'avons prouvé en luttant contre les déserts médicaux, en faisant revenir des allocataires du RSA dans le monde du travail, en construisant plus vite et davantage de logements sociaux, en installant la fibre et le haut-débit sur tous nos territoires, notamment ruraux grâce à Vaucluse Numérique. Pour cela nous devons jouir d'une véritable autonomie fiscale et financière. Nous attendons donc de l'Etat qu'il assume ses 3 grandes fonctions régaliennes : protéger, instruire et soigner. Mais décentralisation veut aussi dire simplification. Stop aux normes en tous genres, arrêtez ce cercle vicieux qui épouse et décourage toute initiative locale. Cela implique une déconcentration qui donne plus de pouvoir aux préfets et aux services de l'Etat. »

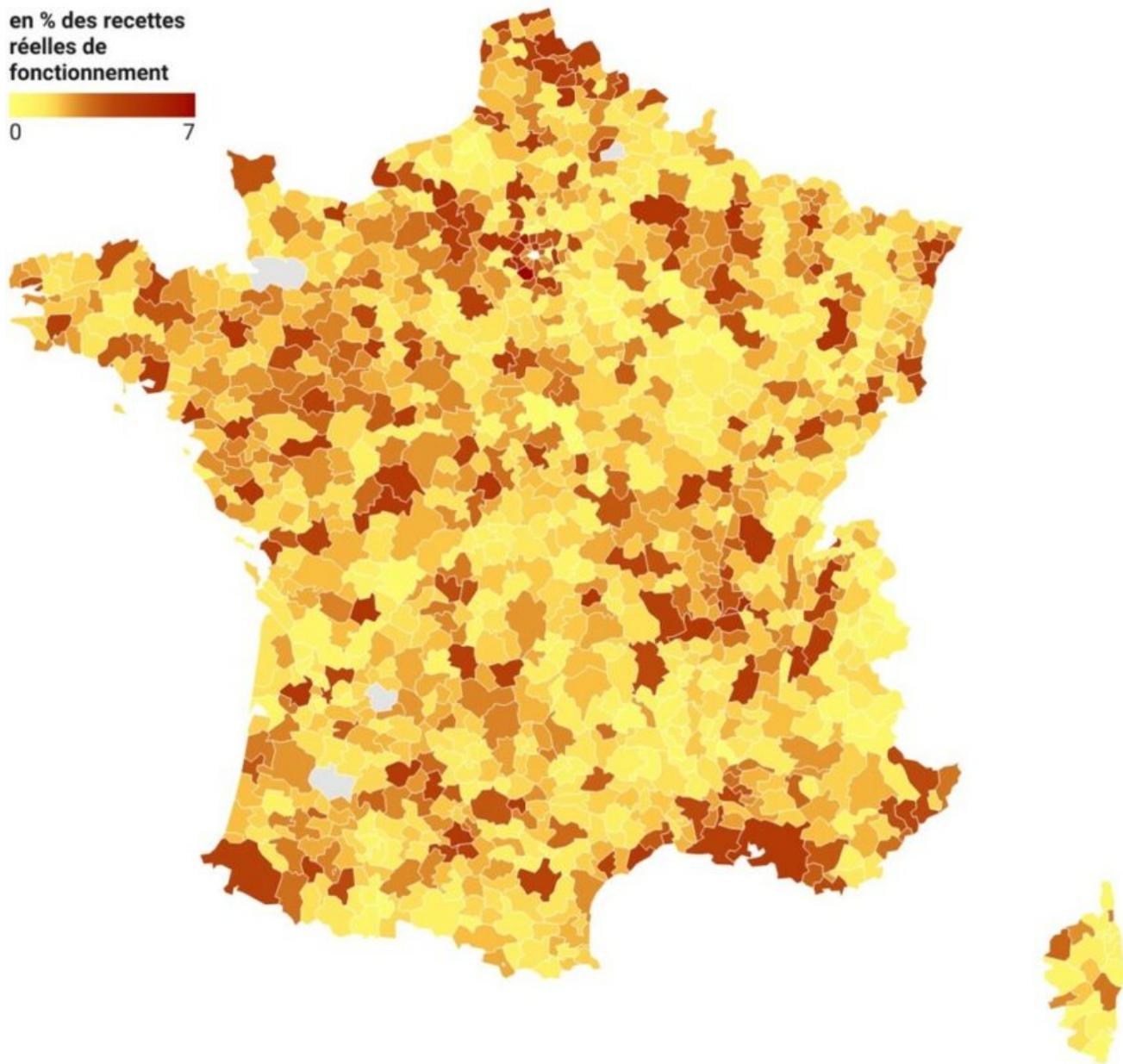
Ecrit par le 6 février 2026

Mise à contribution des collectivités au redressement des comptes publics

Montants estimés des mesures par intercommunalité (1,4 milliard d'euros)

en % des recettes réelles de fonctionnement

0 7



* Les mesures d'impact présentées sont des estimations. Elles ont été réalisées à partir d'hypothèses, sur la base des informations disponibles (2023) à la date de rédaction. Elles pourront donc faire l'objet d'évolution et de réajustements.

Source: Intercommunalités de France • Crée avec Datawrapper

Ecrit par le 6 février 2026

Intercommunalités de France [vient de dévoiler une série de données et de cartes interactives inédites](#), présentant les impacts de l'ensemble des dispositifs prévus dans le projet de loi de finances (PLF 2025) intercommunalité par intercommunalité, et commune par commune.

Pour un acte III de la décentralisation

Dominique Santoni a alors lancé un appel ‘transpartisan’ à tous les élus locaux pour un « Acte III de la Décentralisation » en signant une pétition. « La situation financière de la France agit comme un électrochoc chez beaucoup de Français. Elle doit servir à réaliser des changements majeurs dans l’organisation de notre pays, il y faudra du courage et de la détermination ». Cette pétition sera envoyée au Premier ministre.

« A Bercy, ils nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'.

Excusez du peu, une paille, 60 milliards ?

Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? » »

Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Venu de Marseille, le président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, bien que macroniste, ne mâche pas ses mots : « Paris, ça suffit ! s'insurge-t-il lui aussi en reprenant la formule à Dominique Santoni. Surtout quand on entend qu'entre mars et juin dernier, le déficit s'est aggravé de 60 milliards supplémentaires. A Bercy, les Mozart de la Finance nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'. Excusez du peu, une paille, 60 milliards ? Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? »

Le président de la Région Sud admet qu'on va tous être impactés, car si le budget n'est pas voté, il n'y a plus de gouvernement, d'Etat. « En Provence-Alpes Côte d'Azur, si l'arbitrage est confirmé cela représentera un plan minceur de -120M€, -10%. C'est colossal. Nous allons devoir faire des choix, supprimer les doublons, mais ne pas toucher à l'aide aux communes, au budget agricole, on ne fermera pas de lycées. On ressent un sentiment ambivalent. D'abord, un abandon de l'Etat, une forme d'abattement, on est exaspérés. Mais en même temps, on veut défendre notre territoire. Notre démocratie doit fonctionner de la meilleure des façons possibles, grâce à vous tous, merci pour votre détermination et votre combat » a-t-il conclu sous des applaudissements nourris.

L'Etat a du mal à être audible

Enfin, c'est la secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse qui a longuement pris la parole en dernier, pour faire la liste de l'action de l'Etat depuis novembre 2024 et l'arrivée d'un nouveau préfet qui a succédé à l'énergique Violaine Démaret. « Nous devons partager nos efforts de façon solidaire, il ne s'agit pas d'un désengagement de l'Etat » a-t-elle résumé. Et les maires qui ont demandé le micro pour s'exprimer, on tous déclaré qu'ils avaient demandé un rendez-vous au préfet depuis son arrivée de Mayotte en février dernier et qu'ils ne l'ont toujours pas rencontré.

Ecrit par le 6 février 2026



©AB/l'Echo du Mardi

Les Sorgues du Comtat s'associent à Citeo pour lutter contre les déchets abandonnés

Ecrit par le 6 février 2026



Le lundi 3 juin 2024, [Christian Gros](#), président de l'agglomération des Sorgues du Comtat et [Christine Leuthy](#), directrice régionale Sud-Est de Citeo ont signé une convention pour une durée de 3 ans qui a pour but de prévenir l'abandon de déchets sur les espaces publics. Cette initiative rentre dans la politique territoriale voulue par les Sorgues du Comtat qui s'engagent en faveur de la protection de l'environnement et la promotion d'un mode de vie durable.

Une étape importante et un engagement commun pour le bien-être de tous. Voilà comment résumer la signature de la convention qui s'est déroulée le lundi 3 juin 2024 entre [l'Agglomération des Sorgues du Comtat](#) et la structure [Citeo](#). En s'associant sur plusieurs années (3 ans renouvelables) avec une entreprise spécialisée dans le recyclage des emballages ménagers et des papiers graphiques, l'entité dirigée par Christian Gros marque sa volonté de mettre les problématiques environnementales et écologiques au cœur de ses priorités.

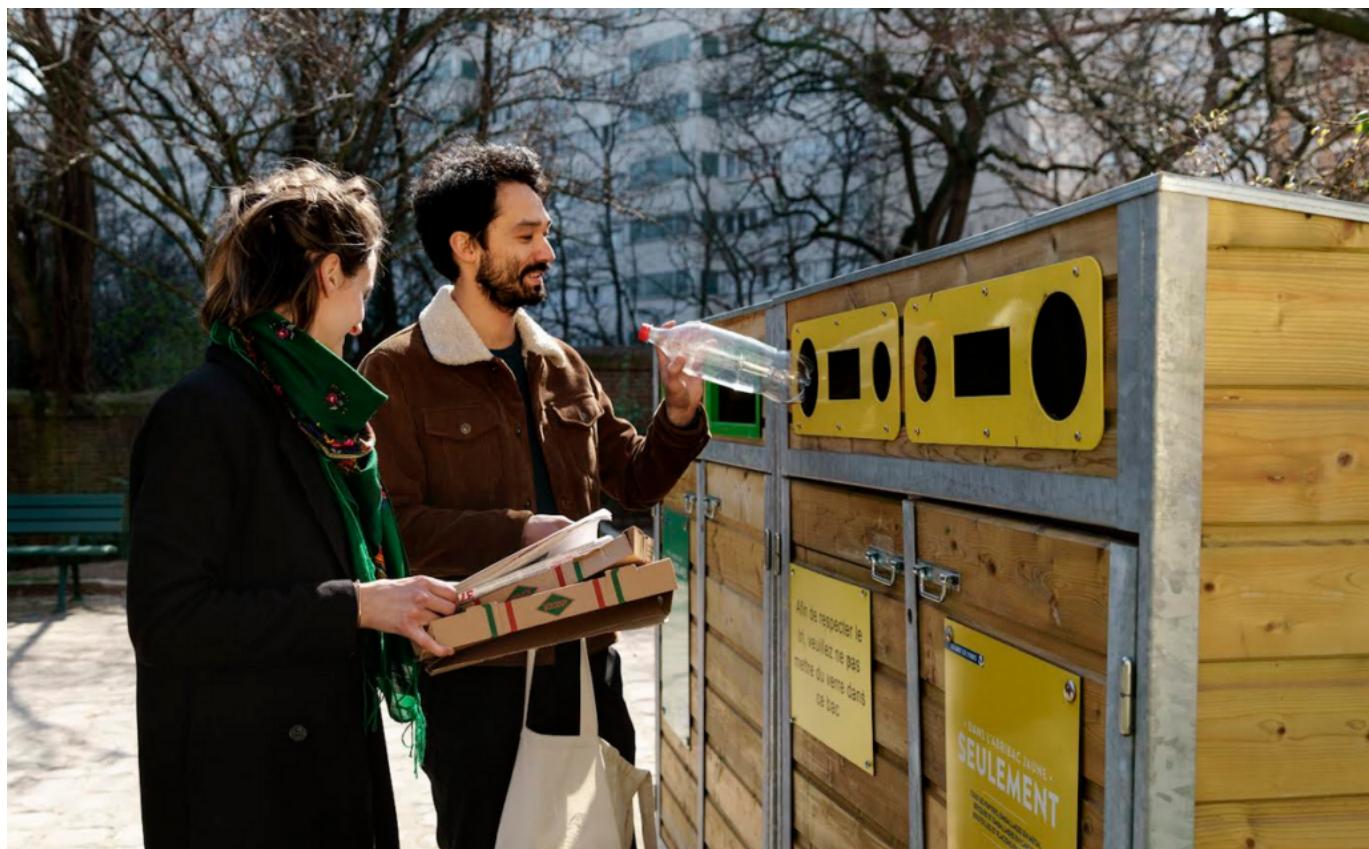
Un plan sur 3 ans

La convention signée par les deux parties prévoit un plan de lutte contre les déchets abandonnées dans

Ecrit par le 6 février 2026

les espaces publics des communes de l'agglomération. Cette alliance qui devrait couvrir une partie des couts d'opération de nettoiement que les déchets engendrent a un cout total de plus de 460.000 euros, elle prévoit plusieurs mesures phares étalées sur les années 2024-2025-2026.

En premier lieu, une cartographie claire des « points noirs » en déchet abandonnés du territoire, un renforcement des moyens de nettoiement, une lutte contre les gestes d'abandon accompagnée d'une sensibilisation et d'une mobilisation des publics avec des opérations de ramassages. Un déploiement de campagnes de communication qui intègre les différentes problématiques du territoire et un nouveau moyen de captation et de caractérisation des déchets suivront dans une deuxième phase.



Les défis écologiques au cœur de l'engagement contre les déchets abandonnés

L'amélioration du cadre de vie, la préservation de la biodiversité et la protection de l'environnement sont au cœur du défi écologique dans lequel la Communauté d'Agglomération Les Sorgues du Comtat s'engage. Dans le défi de transition écologique, la question des déchets et de leur réduction est un axe stratégique, il s'intègre dans l'affirmation des 3R pour Réduire, Réutiliser, Recycler.

La lutte contre les déchets abandonnés dans l'espace public est donc un enjeu majeur pour l'Agglo qui l'a inscrite dans son Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) et est au cœur de la Stratégie Propreté que l'intercommunalité a engagé avec tous les acteurs publics, privés et

Ecrit par le 6 février 2026

citoyens du territoire. Une exposition photo nommée « Sortez de l'ombre, voyez la vie en couleurs. Soyez le relais du bon geste ! » constituée de photographies exclusives de [Cyril Cortez](#) pour sensibiliser aux déchets abandonnés a accompagné la signature de cette convention. Elle rentre dans le cadre des initiatives de sensibilisation à la propreté dans l'espace public.



'Parlons éco' : Les Sorgues du Comtat mettent l'industrie à l'honneur à l'occasion de leur nouveau rendez-vous économique

Ecrit par le 6 février 2026



La Communauté d'agglomération [Les Sorgues du Comtat](#) vient d'organiser la première édition de 'Parlons éco' à Sorgues. Placé cette fois-ci sous le thème de l'industrie, ce rendez-vous économique a pour but de favoriser la création de synergie au sein du territoire entre les entrepreneurs et les techniciens de l'agglomération.

La toute première édition du rendez-vous « Parlons éco » a eu lieu ce lundi 29 avril 2024 au sein du [Confidentiel](#), à Sorgues. Une initiative impulsée par les Sorgues-du-Comtat pour permettre aux industries et entreprises de son territoire de se sentir accompagnées « L'idée c'est d'amorcer un temps privilégié et exclusif entre notre intercommunalité et les entreprises de notre territoire afin de se connaître, d'accompagner, d'échanger, de partager autour d'un sujet d'actualité » a commencé par annoncer [Christian Gros](#), maire de Monteux et président des Sorgues-du-Comtat (Althen-des-Paluds, Bédarrides, Monteux, Pernes-les-Fontaines et Sorgues).

Près d'une trentaine vingtaine d'entreprises des cinq communes étaient ainsi réunies autour du dispositif « territoires d'industrie ». Ce programme lancé fin 2018 par l'Etat consiste à renforcer l'attractivité des TPE/PME ou des grands groupes industriels dans des zones géographiques reconnues comme centre d'activités industrielle « les entreprises de ce secteur ont à relever des enjeux communs avec les autres secteurs mais aussi des enjeux spécifiques pour maintenir leur développement et renforcer leur compétitivité. C'est l'objectif phase 2 qui va se dérouler jusqu'en 2027 » affirme [Thierry Lagneau](#), vice-

Ecrit par le 6 février 2026

président de la communauté d'agglomération Les Sorgues-du-Comtat.

« Territoires d'industrie » un bond économique

Déjà partie intégrante de « territoires d'industrie » en 2018, les Sorgues du Comtat ont ré-obtenu le label en septembre 2023 pour une période 2023-2027 aux cotés de trois autres intercommunalités du Vaucluse (la Communauté de Communes Pays des Sorgues Monts de Vaucluse, le Grand Avignon et Luberon Monts de Vaucluse) « nous avons travaillé ensemble avec les quatre collectivités pour présenter un dossier solide et complet à l'appel à projets porté par l'Agence nationale de cohésion de territoires » a souligné Thierry Lagneau, également maire de Sorgues.

« Le développement économique est la première de nos compétences, a détaillé Christian Gros. C'est grâce à lui qu'on crée de l'emploi et de la richesse sur le territoire, c'est primordial surtout dans un département comme le Vaucluse qui est l'un des plus pauvres mais avec un potentiel industriel très important ».

« Le développement économique est la première de nos compétences. »

Christian Gros, président de l'agglomération des Sorgues du Comtat

Ecrit par le 6 février 2026

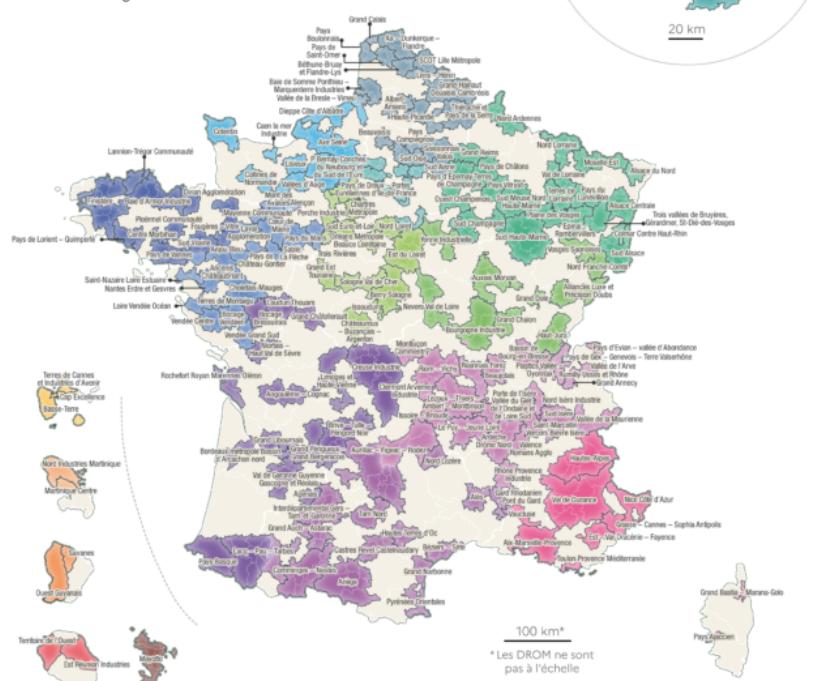
agence nationale
de la cohésion
des territoires

183 territoires d'industrie

À date du 05 décembre 2023

— Périmètre du Territoire d'industrie
Nom du Territoire d'industrie

Les couleurs catégorisent le périmètre du Territoire d'industrie selon sa région administrative.



Sources : ANCT, 2023 ; Fond cartographique IGN Admin Express 2023 • Réalisation : Cartographie ANCT 11/2023

INTERCOMMUNALITÉS
DE FRANCEFRANCE
INDUSTRIEBANQUE DES
TERRITOIRES

bpifrance

BUREAU DE LA
RECHERCHE

pôle emploi

ADEME

ActionLogement®

Les territoires d'industrie en France. © ANCT 2024

4 axes pour mener la réindustrialisation

Le programme « Territoire d'industrie » a pour objectif de promouvoir une zone reconnue par l'Etat en tant que centre d'activités industrielles notamment en travaillant autour de 4 axes « le premier but de ce dispositif est de renforcer l'attractivité des entreprises industrielles en identifiant les compétences manquantes que ce soit en terme de formation, d'outils innovants d'apprentissage ou sur le

Ecrit par le 6 février 2026

développement des liens entre les entreprises, les écoles et les métiers » a souligné Christian Gros.

Le deuxième axe s'articule autour d'une thématique essentielle : la transition écologique. Le dispositif a été pensé pour accompagner les structures d'industries dans une décarbonation des usages et l'utilisation des énergies renouvelables à travers les mobilités, les déchets, l'économie circulaire mais aussi la coopération « le type d'action qui pourrait avoir lieu serait par exemple le déploiement d'une solution de co-voiturage mutualisé pour les trajets du quotidien. La transition écologique est une composante importante du développement économique, les deux ne sont pas antinomiques » a ajouté Christian Gros.



Le troisième axe s'apparente à faire de l'innovation un moteur des transitions en soutenant les écosystèmes d'innovation avec par exemple l'idée d'accompagner la structuration et la construction de certaines filières originales comme celle de proximité blé-farine-pain de [La grange des Roues](#) « c'est en accompagnant et soutenant ce genre de projets que nous parviendrons à créer des liens entre les entreprises et les établissements supérieurs et de recherche » Enchérit Christian Gros.

Le dernier point se concentre sur la thématique du foncier. La préoccupation première sera de mobiliser un foncier adapté aux enjeux et besoins industriels en qualifiant et labellisant les zones d'activités et en élaborant une stratégie foncière à l'échelle du « Territoire d'industrie » « c'est un point fondamental qui va prendre de plus en plus d'importance. Pour faire du développement économique, il faut de l'aménagement et donc du foncier avec des contraintes de plus en plus drastiques, il va falloir diviser par deux tous les dix ans la consommation de l'espace agricole afin de viser un objectif zéro industrialisation en 2050. On est donc face à des véritables défis mais on a des idées comme récupérer des friches ou élaborer une stratégie foncière dans la continuité des inventaires des ZAE » explique Christian Gros.

Une convention avec Luberon & Sorgues Entreprendre pour accompagner les entreprises

Avec « Territoires d'industrie », le territoire bénéficie d'un soutien national. Les entreprises peuvent ainsi profiter de plusieurs possibilités. Concrètement ce programme offre aux bénéficiaires un accès à un Fonds vert à hauteur de 100M€ ainsi qu'un pouvoir de mobilisation des crédits d'Etat gérés par la Banque des Territoires. Un accès à une expertise sur les thématiques industrielles spécifiques est également possible avec pour objectif de créer une synergie entre entreprises sur des problématiques communes.

Ecrit par le 6 février 2026



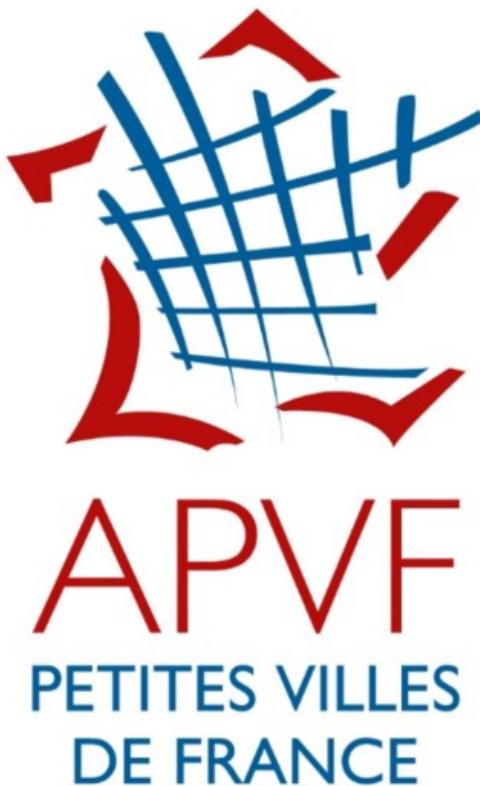
De gauche à droite : Michel Terrisse, maire d'Althen-des-Paluds et vice-président des Sorgues du Comtat, Thierry Lagneau, maire de Sorgues, vice-président des Sorgues du Comtat, Christian Gros, président de l'agglomération des Sorgues du Comtat, et Christophe Baudrier, président de [l'association Luberon & Sorgues Entreprendre](#).

L'agglomération Sorgues du Comtat se tient donc à la disposition des entreprises afin d'identifier leurs projets de développement, les accompagner dans leur implantation où qu'elles se trouvent sur le territoire et quelle que soit leur activité. C'est dans cette optique que la communauté d'agglomération s'est engagé avec [l'association Luberon & Sorgues Entreprendre](#) qui lutte pour apporter de la cohérence territoriale sur un même bassin économique, à savoir le Luberon-Monts de Vaucluse-Pays des Sorgues.

Cet engagement s'est traduit par la signature d'une convention de partenariat programmée de 2024 à 2027 afin d'accompagner les entreprises industrielles dans leur transition écologique, numérique, énergétique et solidaire par la coopération inter-entreprises et suivre les grands projets en cours « on est très heureux que Sorgues du Comtat nous rejoigne dans notre projet de mutualisation des problématiques, des solutions et des études. Les entreprises doivent échanger pour trouver des solutions diverses et variées » a explicité [Christophe Baudrier](#), le président de l'association.

Ecrit par le 6 février 2026

Bollène, Monteux, Courthézon : les maires vauclusiens à l'honneur aux assises des Petites Villes de France



[Anthony Zilio](#), maire de Bollène vient d'être réélu au bureau de [l'Association des Petites Villes de France \(APVF\)](#). L'élection de l'élu vauclusien s'est déroulée à l'occasion des 25e assises de l'association qui se sont tenues à Millau dans l'Aveyron les 1^{er} et 2 juin derniers.

Deux autres maires du département ont aussi été mis à l'honneur : [Christian Gros](#), maire de Monteux, a été réélu au conseil d'administration alors que [Nicolas Paget](#), maire de Courthézon y fait son entrée.

1 200 communes adhérentes

Ecrit par le 6 février 2026

Présidée par [Christophe Bouillon](#), maire de Barentin en Seine-Maritime, l'APVF qui fédère depuis 1990 les petites villes de 2 500 à 25 000 habitants afin de promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire, regroupe plus de 1 200 communes adhérentes.

Durant ces assises, les élus présents ont pu évoquer les enjeux actuels liés à l'avenir de leurs communes comme le financement de la transition écologique et énergétique, la désertification médicale, la mobilité, la ré-industrialisation et la revitalisation dans un contexte de sobriété foncière. Par ailleurs, un autre sujet majeur s'est invité à ce congrès : celui de la montée des violences que subissent les élus dans un contexte de crise démocratique.

Nombreux échanges entre élus

Dans ce cadre, les maires des petites villes ont pu aussi échanger avec Carole Delga, ancienne ministre, présidente du Conseil régional d'Occitanie, présidente de Régions de France, François Bayrou, ancien ministre, maire de Pau, haut-commissaire au plan et secrétaire général du Conseil national de la refondation et les ministres, Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, Dominique Faure, ministre déléguée aux collectivités territoriales ainsi qu'Agnès Firmin-Le Bodo, ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des professions de santé.

L.G.

(Vidéo) Christian Gros, maire de Monteux, adresse ses vœux aux Montiliens

Ecrit par le 6 février 2026



En raison du contexte économique, la commune de Monteux a fait le choix de ne pas organiser de cérémonie des vœux cette année. Ainsi, Christian Gros, maire de Monteux, adresse ses vœux aux Montiliens dans une vidéo.

J.R.